

CTA 11 janvier 2012

Déclaration préalable

L'heure du bilan d'une politique dévastatrice pour le second degré académique a sonné.

La mise en œuvre de la politique minimaliste du socle commun au collège, doublée d'une politique destructrice pour l'éducation prioritaire sont les outils d'ambitions ségrégatives visant le moins d'école pour tous et permettant l'application du dogme budgétaire du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, d'ailleurs de plus en plus tard suite à l'imposition d'une contre réforme sociale.

Depuis l'année scolaire 2006-2007, pour les collèges de notre académie ce sont 285 ETP (équivalents temps plein) qui auraient dû être ouverts pour faire face à l'afflux de plus de 5690 collégiens supplémentaires. Au contraire, la politique de casse du collège pour tous, aujourd'hui décrété maillon faible du système éducatif français et que certains programmes politiques rêvent de remplacer par une école du socle qui triera les élèves dès la 4e, a provoqué la suppression de 47 ETP. Au total, le déficit réel d'ETP est de 332 sur les collèges de l'académie, soit l'équivalent de 55 suppressions par an sur la période, générant des conditions d'enseignements très dégradées et ramenant notre académie en deça de la situation antérieure au plan de rattrapage de 2000.

La situation des lycées généraux et technologiques de notre académie est tout aussi catastrophique. Ici, encore, des outils de casse, dont la mise en œuvre de la réforme des lycées et la casse de l'enseignement technologique, ont permis le prélèvement de 184 ETP depuis l'année scolaire 2006-2007. Dans le même temps, plus de 2200 lycéens supplémentaires sont venus s'asseoir sur les bancs des lycées de notre académie, portant, le déficit réel, à ce niveau, à 295 ETP, soit 49 ETP supprimés par an durant 6 ans.

Dans le même temps, la situation des vies scolaires n'a cessé de se dégrader avec des postes de CPE en nombre insuffisants, des contrats d'AED (bien plus précaires que ceux des ex MI-SE) eux aussi insuffisants. Cette dégradation, un temps masquée par le recours à des contrats encore plus précaires (CAV, CUI) a éclaté au grand jour à l'automne dernier dans la plupart des établissements de notre académie. Des mesures d'urgence s'imposent pour les vies scolaires et ce n'est pas un énième recours aux contrats précaires qui permettra de retrouver une situation satisfaisante pour les élèves et pour les services, alors que les établissements doivent faire de plus en plus face aux violences de plus en plus nombreuses d'une société en crise.

Le bilan 2007-2012 est pour nous très négatif. Les collèges et les lycées de notre pays et de notre académie ont besoin d'une politique plus ambitieuse pour notre jeunesse et notre avenir. C'est pour cela que les syndicats du second degré de la FSU appellent à une journée de grève et de manifestation nationale le mardi 31 janvier prochain.